



Les pharmacies sont un lieu irremplaçable et je refuse de les soumettre aux lois d'un marché mondial où seul le plus fort et le moins scrupuleux peut s'imposer.

Oui, le médicament doit rester en pharmacie.

Nanterre, le 28 septembre 2014

Mes chers compatriotes,

Le 10 juillet dernier, Arnaud Montebourg lançait l'idée de dynamiser le statut des professions réglementées, sans consultation préalable, sur la base d'un rapport partiel, partiel et mal documenté de l'IGF. Parmi les professions visées se trouve la vôtre.

Son successeur Emmanuel Macron, censé être tout le contraire de l'ex-ministre, s'apprête pourtant à reprendre exactement le même projet, dans la même logique purement budgétaire.

Que Marisol Touraine, ministre de la Santé, se soit prononcée contre la vente de médicaments hors des officines ne signifie pas grand-chose, tant on est habitué à ce que les ministres se contredisent les uns les autres jusqu'à ce que le plus soumis aux pressions de Bruxelles et des lobbys finisse par l'emporter, à chaque fois.

Flou et contradiction sont hélas la marque de fabrique de ces dirigeants qui envisagent la vente de médicaments en grande surface au moment où l'on expérimente la vente à l'unité en pharmacie.

Comment faire confiance à ce gouvernement alors que depuis 2012, les attaques contre votre profession n'ont jamais cessé ? En juillet 2013, la vente de médicaments sur internet a été autorisée en application de directives européennes. Conséquence immédiate : les contrefaçons et les sites pirates ont explosé (plus d'une centaine de sites de pharmacie détournés de leur objet). Cerise sur le gâteau : la TVA sur les médicaments non remboursés a doublé, passant de 5,5% à 7% (en 2012), puis à 10% (en 2014).

Déjà lors de la campagne présidentielle de 2012, je m'étais adressée à vous pour défendre le nécessaire monopole des officines de pharmacie sur la vente des médicaments. J'avais souligné la mauvaise santé économique de votre profession et attiré votre attention sur les menaces pesant sur votre avenir (ventes de médicaments sur internet, ouverture du capital). J'avais proposé un certain nombre de solutions à court terme (suppression de la franchise de 0,50 euro par boîte, autorisation de la rétrocession entre pharmacie) comme à moyen terme (rémunération par honoraires, délivrance unitaire des médicaments).

Comme vous, je sais que les pharmacies sont un lieu irremplaçable et je refuse de les soumettre aux lois d'un marché mondial où seul le plus fort et le moins scrupuleux peut s'imposer.

Oui, le médicament doit rester en pharmacie. Aucune structure non pharmaceutique ne doit pouvoir exercer dans la dispensation en gros ou en détail du médicament. C'est une question de santé publique car c'est le seul système qui évite l'importation
.../...

Le pharmacien doit rester propriétaire de son outil de travail.

La vente de médicaments en grande surface ne permettra pas aux Français de gagner du pouvoir d'achat.

En tant que responsable politique, ma préoccupation est d'assurer aux Français la meilleure protection de santé.

massive de contrefaçons et permet aux malades de bénéficier des conseils d'un professionnel de la santé alors même qu'ils n'ont pas vu de médecin.

Non, la liberté d'installation n'est pas la solution. Elle n'aboutirait qu'à casser le maillage territorial actuel qui permet à chaque Français en zone rurale ou urbaine de bénéficier d'un égal accès aux médicaments. Avec cette réforme, les zones riches seraient privilégiées, les autres abandonnées.

Oui, le pharmacien doit rester propriétaire de son outil de travail. Une ouverture du capital des officines favoriserait la création de chaînes de pharmacie. Or qu'en sera-t-il de l'indépendance du pharmacien, lorsque celui-ci sera salarié et soumis aux directives de son employeur ? Qui décidera ? L'intérêt du patient ou celui de l'actionnaire ? Les dérives constatées dans les filières agro-alimentaires ne manqueraient alors pas de se produire. Pour les éviter, il faudrait des contrôles très poussés, dont la mise en œuvre ne serait pas gratuite.

Non, la vente de médicaments en grande surface ne permettra pas aux Français de gagner du pouvoir d'achat. Les prix des médicaments concernés ont augmenté moins vite que l'inflation ces dernières années et les données du rapport de l'IGF sont pour beaucoup d'entre elles obsolètes ou inexactes. Les 400 millions d'euros que l'inspection imagine pouvoir trouver dans cette réforme n'existent pas et il a été facile à l'ordre des pharmaciens de le prouver.

Sur toutes ces questions, beaucoup de pays européens après avoir libéralisé ont fait machine arrière. Même le très libéral Royaume-Uni en est revenu en 2012 avec des règles d'installation encadrées.

La pharmacie française est efficace. Son fonctionnement est perfectible et amené encore à évoluer. Votre profession y est prête. Vous l'avez prouvé avec la mise en place du Dossier Pharmaceutique. En tant que responsable politique, ma préoccupation est d'assurer aux Français la meilleure protection de santé. Et je n'oublie pas que chaque année, l'usage inapproprié du médicament entraîne 12 000 décès et 120 000 hospitalisations. Des chiffres considérables, qui ne feront que s'amplifier si demain les boîtes de médicaments côtoient en libre-service les boîtes de conserve...

C'est pourquoi, dans ce combat qui est le vôtre mais aussi celui de tous les Français, vous me trouverez à vos côtés.

Le Front national refuse de laisser tous les domaines de l'économie et de la société passer sous la seule loi du marché, surtout lorsque ce marché international n'est contrôlé par rien d'autre que lui-même, au mépris de l'intérêt général et des intérêts particuliers de ceux qui n'ont pas les moyens de se défendre par eux-mêmes.

Vous pouvez compter sur moi pour porter haut et fort vos intérêts, qui rejoignent le nécessaire combat pour la santé publique. Face à l'Union européenne et aux partis qui lui sont soumis, PS et UMP au premier chef, j'ai à cœur de défendre le bien commun.

Avec mes équipes, je reste naturellement à votre disposition sur ce dossier et ses nombreuses problématiques.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Marine Le Pen
Présidente du Front National